

## Aide à la rédaction des statuts

### Introduction

Les statuts régissent le fonctionnement d'une association.

Ils constituent un contrat entre les membres et relèvent à ce titre du domaine juridique des contrats.

Ils fondent les valeurs et les règles communes. Ils sont également le moyen de garantir une réelle démocratie interne, ils constituent une protection de l'association et de ses membres. Leur rédaction doit favoriser le meilleur fonctionnement démocratique possible mais une trop grande exhaustivité qui peut verrouiller et entraîner des contraintes qui pourraient paralyser la vie de l'association. Les statuts ne peuvent être modifiés qu'au rythme des AGE.

C'est le règlement Intérieur qui est destiné à compléter et à préciser les points non détaillés dans les statuts. C'est un document à usage purement interne. Son contenu ne doit pas être contraire aux dispositions statutaires. Pour être valable, le Règlement Intérieur doit être établi par le Conseil d'Administration puis soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale. Il est plus facile de modifier un règlement Intérieur pour s'adapter au rythme de l'AD, que de modifier des statuts. Ce cadre entraîne des conventions d'écriture et d'engagement à reprendre dans chaque structure pour acter le partage de nos valeurs et notre engagement dans le Mouvement.

Le Planning Familial a signé la Convention d'engagement pour une communication publique sans stéréotype de sexe, les statuts sont un des lieux pour mettre en œuvre en particulier l'écriture sans stéréotype de sexe, ou écriture inclusive

Lien vers le guide du Haut Conseil à l'Égalité : [http://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/guide\\_pour\\_une\\_communication\\_publicque\\_sans\\_stereotype\\_de\\_sexe\\_vf\\_2016\\_11\\_02.compressed.pdf](http://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/guide_pour_une_communication_publicque_sans_stereotype_de_sexe_vf_2016_11_02.compressed.pdf)

### Article 1. Création

C'est pour la reconnaissance de notre association à tous les niveaux, que sont ici définies les appellations à utiliser, ici «Mouvement français pour la Planning Familial, Association départementale de nom du département dite « Le Planning Familial suivi du N° du département ». Des exceptions existent quand une histoire juridique de l'AD empêche de les reprendre.

La référence au décret est nécessaire.

Une seule Association Départementale peut exister par département, c'est pour cela qu'il est écrit : « l'Association » et non pas « une association ».

### Article 2. Objectifs

Cet article définit notre socle commun, nos valeurs communes. C'est pour cela qu'il doit être repris dans son intégralité afin que l'appartenance au Mouvement ne puisse pas être remise en cause, particulièrement lors d'actions en justice.

Les objectifs doivent rester larges par définition, de trop grandes précisions peuvent devenir problématiques.

Ce ne sont pas les ADs mais la Confédération qui est membre de l'IPPF

### Article 3. Moyens d'action

On ne peut pas obliger les salarié·es à adhérer.

Dans cet article sont définis les moyens qui vont permettre d'atteindre les objectifs définis dans l'article 2. Ce sont les différents types d'actions qui peuvent être mis en œuvre.

Le paragraphe sur le fait de se porter partie civile doit être le même pour tous les niveaux du Planning sinon cela pourrait constituer une faille exploitable par la partie adverse au cours d'une action en justice.

Il est nécessaire d'enlever "sexuelles" après "violences" car nous luttons et agissons contre toutes les formes de violences. Les détailler pourrait constituer une faille (cf au-dessus).

En ce qui concerne les locaux, même si l'AD n'en possède pas à un temps T, cela peut changer. Préciser « à son objet » rappelle que les locaux ne peuvent pas être sous loués ni utilisés pour autre chose.

#### **Article 4. Membres**

A l'heure actuelle :

- Seules les personnes physiques peuvent adhérer
- Il n'existe pas de membre bienfaiteur, de droit, .....
- Il n'existe pas non plus de collègues

Des propositions peuvent être faites lors de la prochaine modification des statuts.

Rappel : le montant de l'adhésion est fixé nationalement.

Les pertes de la qualité de membre doivent être précisées.

Les motifs de radiation ont plutôt leur place dans le Règlement Intérieur (cf Statuts et RI confédéraux) et peuvent prendre la forme d'une référence au Règlement Intérieur Confédéral.

#### **Article 5. Assemblée Générale Ordinaire**

Être vigilant·e·s sur le nombre minimum de membres qui peuvent convoquer une AG, trop faible cela peut donner à un petit nombre de personnes la possibilité de perturber le fonctionnement de l'AD.

La tenue de l'AGO au cours du 1<sup>er</sup> semestre est nécessaire pour le fonctionnement de la Confédération qui a besoin des documents examinés et votés par les AGO pour sa propre AGO.

Rappel : il n'est pas du ressort de l'AG départementale de statuer sur ces points

- le montant de l'adhésion qui est payée par les adhérent·es et fixé nationalement par vote du congrès
- la cotisation annuelle de l'AD à la confédération qui est calculée sur la base des documents financiers fournis par l'AD

Le rapport d'activité qui restitue l'ensemble des activités de l'AD n'est pas un document à voter car c'est un bilan qui est présenté à l'AGO. Par contre le rapport moral qui est un document de bilan politique et d'orientation analyse le fonctionnement de l'AD et propose des pistes et doit être voté de même que les documents financiers déclinés dans les statuts types qui vont permettre le calcul de la cotisation annuelle de l'AD.

Quand les votes concernent des personnes, la règle est de faire un vote à bulletin secret. La limitation des mandats si elle est contraignante, est une garantie démocratique. Prévoir des exceptions remet cette garantie en cause. Cette garantie est une valeur qui traverse l'ensemble du Planning Familial.

La limitation des mandats est également une aide au renouvellement. Plusieurs modalités peuvent permettre un tuilage des nouveaux·elles administrateur·rice·s : l'élection pour 3 ans avec le renouvellement du CA par tiers, la participation en tant qu'invité·e·s des adhérent·e·s aux réunions du Conseil d'Administration, des CA ouverts, des formations sur le fonctionnement associatif....

Quand l'AD opte pour un renouvellement par tiers du CA, cette précision a plutôt sa place dans l'article 7 sur le CA.

Les groupes locaux même s'ils n'existent pas dans l'AD, doivent rester possibles. Les groupes locaux permettent des fonctionnements locaux qui ne remettent pas en cause l'unicité de l'Association Départementale.

La mise en place de pouvoirs ou procurations est possible, il est plus prudent d'en limiter le nombre par personne présente. Plus de 2 procurations constitue un risque de prise de pouvoir de l'AG par un petit nombre de personnes.

Dans la mesure où une personne est adhérente on ne peut pas conditionner son vote à une durée d'adhésion minimum

Le quorum est un nombre de présence minimal parmi les membres d'une assemblée sans lequel une délibération au sein de celle-ci ne peut être valide. Il s'exprime en pourcentage du nombre total d'adhérent·es en droit de participation à la délibération.

Le quorum est à croiser avec la majorité des voix pour se rendre compte du nombre de personnes qui vont décider : exemple 100 adhérent·es avec un quorum de 20% (20 personnes) et une majorité simple (50% +1) = 11 personnes qui décident pour les 100 personnes soit 10%

Point de vigilance : En l'absence de quorum, la proposition de reconvoquer l'AG dans la demi-heure suivante, si elle est positive pour les délais de route ne permet pas de mobiliser davantage de membres présent·e·s

### **Article 6. Assemblée Générale Extraordinaire**

La reprise du quorum, si elle est absente des statuts types, est pertinente car l'AGE prend des décisions importantes. Le taux du quorum est à croiser avec la majorité requise pour voir si le nombre de voix nécessaires est suffisant pour certaines décisions très importantes : un quorum de 50% + 2/3 des voix permet par exemple de dissoudre l'AD avec 33% des adhérent·e·s.

### **Article 7. Conseil d'administration : composition, fonctionnement**

Le nombre minimum de membres du CA garantit la démocratie. La cooptation en cas de démission ou de décès permet de garantir ce nombre minimum entre 2 AGs et doit figurer dans les statuts.

Quand les votes concernent des personnes, la règle est de faire un vote à bulletin secret. La limitation des mandats si elle est contraignante, est une garantie démocratique. Prévoir des exceptions remet en cause cette garantie qui est une valeur qui traverse l'ensemble du Planning Familial.

L'appui à la candidature au CA nécessaire pour candidater dans certaines ADS oriente l'instance vers la cooptation par les ancien·ne·s ce (CA) ou les salarié·es interroge la vie démocratique.

Ne pas assimiler les mineur·es (moins de 18 ans) et les jeunes (moins de 25 ? 35 ans ?).

L'élection par tiers renouvelable a sa place dans cet article si ce fonctionnement est choisi par l'AD.

La mise en place de pouvoirs ou procurations est possible, il est plus prudent d'en limiter le nombre par personne présente. Tenir compte du nombre des membres du CA pour en fixer le nombre : avec 5 membres, 2 pouvoirs pour une personne peut rendre cette personne majoritaire car elle aura 3 voix sur 5 !

La prépondérance de la voix de la présidence est contraire au principe d'égalité des membres qui a cours au Planning.

Actuellement, il n'est pas possible de mettre en place des collègues.

Les groupes locaux même s'ils n'existent pas dans l'AD, doivent rester possibles. Les groupes locaux permettent des fonctionnements locaux qui ne remettent pas en cause l'unicité de l'Association Départementale.

Les modalités de gouvernance ont davantage leur place dans le Règlement Intérieur que dans les statuts.

Il en est de même pour la gestion des conflits : définitions, modalités, niveau de gestion, recours... - cf les statuts et le règlement intérieur confédéraux.

La possibilité de convocation du CA par un seul de ses membres peut permettre à une personne de perturber lourdement le fonctionnement de l'AD.

Le vote même consultatif de personnes non adhérent·es invitées au CA n'est pas statutaire.

### **Article 8. Conseil d'Administration : responsabilité**

Ne pas utiliser "département" à la place d'"Association Départementale", « département » fait référence aux Conseils Départementaux qui gèrent les départements.

Définir les abréviations telles que "CO" centres d'orthogénie et les termes tels que "commettant·e·s". (*Personne exerçant une autorité sur une ou plusieurs personnes appelées préposés*)

Être vigilant·e·s à la définition de la fonction employeur du CA. Trop de précisions peuvent lourdement contraindre le fonctionnement de l'AD.

### **Article 10. Bureau**

Actuellement, une dérogation sur la durée des mandats n'est pas possible.

La référence aux statuts nationaux garantit les valeurs du Mouvement.

Les modalités d'organisation et de fonctionnement du bureau sont à préciser dans un Règlement Intérieur. La formulation des statuts type en référence aux statuts confédéraux ouvre plusieurs possibilités de fonctionnement dont la collégialité.

Pour autant il est nécessaire de préciser les responsabilités du bureau : déclaration, réclamation, représentation, co-responsabilité.

#### **Article 11. Ressources**

Attention ne pas oublier de ressources, ce serait se priver de certains financements.  
Préciser les responsabilités.

#### **Article 12. Groupe local**

Les groupes locaux même s'ils n'existent pas dans l'AD, doivent rester possibles et cet article doit être présent. Les groupes locaux permettent des fonctionnements locaux qui ne remettent pas en cause l'unicité de l'Association Départementale.

#### **Article 13. Statuts conformes aux statuts type**

Les statuts type sont par définition des statuts type élaborés par la Confédération puisqu'ils sont rédigés pour garantir l'appartenance au Mouvement. La référence doit donc être celle des statuts types confédéraux.

#### **Article 14. Dissolution**

Puisque nous faisons partie d'un Mouvement, les fonds en cas de dissolution doivent aller à une structure du Planning Familial régionale ou confédérale (statuts types) ,et non à une association extérieure